

quait 1 degré, $\frac{1}{10^{\text{es}}}$ au-dessus de zéro; à 11 heures, 2 degrés $\frac{1}{10^{\text{es}}}$ au-dessus zéro; à 1 heure, 3 degrés $\frac{5}{10^{\text{es}}}$ au-dessus — Hauteur barométrique, 743 millimètres.

M. de Chasseloup-Laubat a terminé la lecture de son rapport à la commission de réorganisation de l'armée. La commission n'a plus à statuer que sur quelques articles additionnels.

Le rapport sera déposé dans le courant de février.

Il paraît que l'Assemblée a fait preuve de naïveté complète en examinant le guano de la surtaxe de pavillon. Nous avons avec le Brésil des traités à très longue échéance qui nous défendent de mettre aucun droit sur cet engrais.

Il est possible que M. Clément, membre de la Commune, et qui a été condamné en même temps que Courbet, soit entendu prochainement par la commission du 18 mars.

La tranquillité continue d'être parfaite à Lyon.

L'idée de demander à l'Assemblée la nomination au scrutin secret d'un vice-président de la République est abandonnée en présence des déclarations très nettes de M. Thiers, qui considérerait la nomination d'un vice-président comme un acte d'hostilité à son égard.

Il n'est nullement question d'un voyage du comte de Paris à Frohsdorf.

Lord Lyons est venu hier à Versailles entretenir le gouvernement des questions commerciales.

Les nouveaux préfets de Nantes, Grenoble, Angoulême se sont entretenus hier avec le ministre de l'Intérieur.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 29 janvier, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quesin, 1, place de la Bourse, marquait 1 degré 10/100 au-dessus de zéro; à 11 heures, 2 degrés 10/100 au-dessus de zéro; à 1 heure, 3 degrés 5 10/100 au-dessus — Hauteur barométrique, 743 millimètres.

fabriques ou les raffineries, seront assujettis au paiement de cette taxe nouvelle.

Les employés des douanes et des contributions indirectes relèveront les quantités existantes tant en sucres bruts qu'en sucres raffinés, et en tenant compte du rendement des sucres bruts au raffinage.

Au bas de la loi se trouvent ces mots : « Délibéré en séance publique à Versailles le 22 janvier 1872 », suivi des signatures.

Or, en tournant les pages du même numéro du *Journal officiel*, on lit que cet article 2 est rejeté et remplacé par celui-ci, présentant sous forme d'amendement par M. Villain :

Le droit nouveau sera appliqué à tous les sucres bruts, en quelque endroit qu'ils existent. L'exercice sera fait tant par les employés des douanes que par ceux des contributions indirectes.

L'amendement, mis aux voix, est adopté avec cette addition : « Dans les entrepôts, les raffineries et les raffineries. »

Cette erreur matérielle n'a point été rectifiée, à notre grand étonnement.

Nous n'y attachons que peu d'importance, si, comme nous aimons à le croire, la perception du droit a été faite régulièrement, c'est-à-dire dans le sens du véritable texte de la loi.

La Taxe des Lettres de l'Alsace-Lorraine

On lit dans l'*Industriel alsacien* :

Deux administrations qui ne font pas du tout les affaires du public en ce moment-ci, ce sont les administrations française et allemande. Quoi ! voilà près d'un an que l'aguerre est finie, plus de huit mois que la paix est signée, et la convention postale n'a pu être conclue encore !

Une lettre d'ici jusqu'à la frontière coûte 5 sous, et encore 5 sous quand elle arrive à destination en France. Et toutes les lettres qui s'expédient soit de France en Alsace, soit d'Alsace en France, coûtent le chiffre relativement considérable de 50 c.

La question est pendante. M. Stephan, directeur des postes allemandes, est venu en personne pour en presser la solution. Malheureusement, l'administration française tient à maintenir des tarifs élevés à l'égard de l'Alsace-Lorraine, quand tout lui conseille d'abaisser ces tarifs, afin de ne pas isoler du reste de la France des personnes qui nous sont chères et qui ont juré de redevenir françaises un jour.

REVUE DES JOURNAUX

L'*Ordre* et la *Gazette de France* donnent au public le spectacle d'un manège qui rendrait des points aux meilleurs comédiens de Molière. Chacune de ces deux feuilles essaie de persuader à l'autre qu'il faut d'accord sur la nécessité du renversement de la République, et d'une restauration monarchique, il n'y a plus qu'un détail à régler, sur lequel elles doivent être également d'accord : celui de savoir sous quelle forme cette restauration pourra s'accomplir plus favorablement.

L'*Ordre* propose alors son drapeau à la *Gazette de France*, qui lui répond par un plaidoyer non moins chaleureux en faveur du sien. La galerie, un peu surprise par le début, commence à s'apercevoir que, jusque-là, tout n'a été que bagatelle de la porte, et que voilà la véritable question.

Au fond, dit la *Gazette de France*, après avoir discuté les espérances de l'*Ordre*, il est facile de s'en convaincre à la lecture de la réponse qu'il nous a consacrée, notre contradicteur partage notre opinion. Retenu par des liens d'affection personnelle, de reconnaissance, que sais-je ? il hésite à se séparer de son ancien parti, tout en reconnaissant que la monarchie seule peut nous sauver par le rétablissement de l'accord politique entre la France et l'Europe. La situation est trop grave, le péril trop pressant pour permettre à son patriotisme de se demander plus longtemps si son dévouement à l'empire n'est pas en désaccord avec l'intérêt du pays.

M. de Moray, continue la *Gazette*, disait un jour à la tribune que le principe de la légitimité est si vrai, si salutaire, que tous les partis ne cherchent tout à tour à le supprimer que pour l'absorber à leur profit. Il n'y a pas de doute, et c'est le droit qui subsiste sur les ruines de tous les gouvernements de fait qui ont successivement voulu se l'approprier. A l'abri de cette grande idée, il y a place pour tous les talents, pour tous les talents. Les généraux, les ministres que Louis XVIII accueillit le mieux furent ceux qui avaient le mieux servi l'Empire et le pays.

Reconnaissez la légitimité de notre monarchie, nous reconnaissons la légitimité de la coalition que vous nous proposez.

L'*Ordre* et la *Gazette* nous rappellent les

Molinistes et les Jésuites des *Provinciales*, admettant les uns et les autres le principe de la grâce, mais se séparant sur la qualité et la mesure de son efficacité. La grâce est un dogme fondamental de notre Évangile, disaient les uns et les autres ; mais il n'y a qu'une grâce, reprenaient les Jésuites, la grâce suffisante. Il n'y en a qu'une, répondaient les Molinistes, la grâce suffisante aussi, mais en donnant une signification particulière à ce mot.

Le *Soir* consacre un *Premier-Paris* à signaler les dangers de subversion sociale et politique qu'offre l'état des partis dans le midi de la France. Il fait remonter la cause de cette effervescence des esprits à la propagande communaliste et à l'action personnelle de certains préfets du 4 septembre.

Deux grandes ligues avaient, dit-il, recueilli en deux faisceaux tous les soldats de la démagogie méridionale. La *Ligue du Midi*, celle qui a fait le plus de bruit, mais peut-être le moins de besogne, comprenait la région s'étendant de Lyon à Versailles et de Lyon à la frontière de l'Est. L'autre ligue après pris le nom de *Ligue du Sud-Ouest*. Elle s'étendait aux onze départements compris entre la Méditerranée et l'Océan, en remontant jusqu'à la Dordogne. Elle avait sa capitale à Toulouse et ses principaux foyers d'action à Carcassonne, à Narbonne, à Perpignan. Ses chefs les plus connus étaient MM. Armand Dupont, le préfet de la Haute-Garonne ; Marcou, maire de Carcassonne ; Dijon, chef de la Commune éphémère de Narbonne, etc.

Si ces deux ligues n'ont plus d'existence officielle, ce serait sans doute une déplorable erreur de croire que leur organisation n'a pas subsisté, en partie d'une façon secrète, en partie sous prétexte de comités électoraux, d'unités républicaines ou de telle ou telle autre association affiliée d'un nom décent.

L'*Avenir national* répond aux préoccupations exprimées par le *Soir* et partagées par plusieurs journaux, en les traitant de songes de malades et de contes de nourrice endormant son enfant.

Ce qu'il y a de plus merveilleux en tout cela, dit-il, c'est de voir que le gouvernement ignore absolument ce que savent ces journaux si librement informés. Le gouvernement s'évertue à dire : La tranquillité règne partout ; tous les bruits répandus sur la situation de Lyon, de Marseille, de Toulouse, etc., sont mensongers. Qu'importe ces démentis aux feuilles alarmistes ! Le gouvernement a une police très mal faite, la leur est bien supérieure ; ce que le gouvernement ignore, ils le savent.

La vérité est celle-ci : les alarmistes ne savent rien de plus que ce que sait le gouvernement. Ils n'ont ni une police supérieure, ni une intuition particulière ; ils ont seulement intérêt à ce que le pays soit inquiet ; sans désordre, nul besoin de sauveur ; le désordre n'existe pas, il faut donc créer un désordre imaginaire, il faut que la France ait peur afin que M. d'Aumale ou M. Bonaparte aient une occasion d'entrer en scène.

Qui faut-il croire ?

La *République française* est aigre pour le nouveau préfet du Rhône, M. Pascal. Relevant les affirmations répétées d'attachement à la République contenues dans sa récente circulaire, elle dit :

Nous n'avons garde de contester la parfaite vérité de cette assertion ; mais nous ne voyons pas bien qu'il fut nécessaire de faire venir M. Pascal de Nantes à Lyon pour lui donner l'occasion de renouveler devant la population lyonnaise l'affirmation d'un principe que M. Valentin avait fait plusieurs fois triompher à Lyon, au risque de perdre sa popularité républicaine et même en exposant sa vie.

On lit dans le *Journal officiel* :

Le journal la *Patrie*, dans son numéro du 24 janvier, a publié un article intitulé : « Reconstitution à Paris de la Fédération de la garde nationale. »

Le gouvernement n'avait pas cru devoir le démentir ; il s'en était remis au bon sens public du soin d'apprécier les insinuations regrettables et les allégations inexacts de la *Patrie*. Mais puisque ce journal insiste et que dans le silence de l'administration une reconnaissance implicite de la vérité des faits affirmés par lui, le gouvernement se doit à lui-même et doit à l'opinion publique de déclarer que l'article intitulé : « La Reconstitution de la Fédération de la garde nationale » n'est qu'un long tissu d'erreurs.

Toute tentative faite pour reformer dans Paris les cadres d'une armée révolutionnaire serait immédiatement réprimée, conformément aux lois.

L'empereur et l'impératrice du Brésil, accompagnés de la princesse de Joinville, ont visité, jeudi dernier, l'Institution nationale des sourds-muets.

Les augustes visiteurs, après avoir parcouru les diverses parties de l'établissement, se sont rendus dans la salle des exercices, où ils ont suivi, avec un vif intérêt, les réponses qu'un certain nombre de jeunes sourds-muets, appelés au tableau, ont faites à une série de questions posées d'après les indications mêmes de l'empereur. On sait que l'em-

peur protège une institution du même genre établie dans la ville de Rio-de-Janeiro.

Leurs Majestés, en se retirant, ont laissé un don qui a été versé dans la caisse de l'œuvre de la société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets de la France entière.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Quoi qu'en disent certaines feuilles parisiennes, la tranquillité est parfaite à Lyon. Tous les journaux de la localité, à quelque opinion qu'ils appartiennent, sont d'accord sur ce point : La proclamation du nouveau préfet, que nous avons publiée hier, a bien été un peu décriée et là ; mais le *Salut public* reconnaît lui-même que ces manifestations irrévérencieuses ont été sans importance.

Ce que nous venons de dire pour Lyon, quant au maintien de l'ordre public, s'applique également à toutes les grandes villes du Midi.

Nous avons lu avec soin tous les journaux de Marseille, de Bordeaux, de Montpellier, de Nîmes, etc., dont la nuance politique correspond exactement à celle des journaux de Paris qui répandent obstinément depuis plusieurs jours les bruits les plus alarmants sur les dispositions de nos contrées méridionales ; et nous n'y avons trouvé nulle trace de ces prétendues agitations.

Dans la réunion des délégués cantonaux du département de l'Eure, qui a eu lieu hier à Evreux, comme nous l'avons annoncé, la candidature républicaine de M. Lepouté a été adoptée à l'unanimité pour l'élection du 11 février.

Un journal d'Evreux avait dernièrement parlé de la candidature possible de M. Garnier-Pagès ; mais ce dernier a eu le bon esprit de ne pas attendre la réunion d'hier pour décliner d'avance une proposition d'ailleurs fort problématique.

Dans sa séance de vendredi dernier, le 1^{er} conseil de guerre séant à Marseille, continuant l'examen des affaires relatives aux individus accusés d'avoir pris part aux faits insurrectionnels de Marseille, a prononcé les jugements par contumace ci-après :

Guilhard, ex-membre de la commission départementale, a été condamné à la peine de mort pour embauchage de militaires, et complicité d'attentats contre la sécurité de l'Etat.

Mavielle (Joseph-Etienne), cordonnier, ex-membre de la commission départementale, a été condamné à la peine de mort pour les mêmes crimes que ci-dessus.

Funel (Dominique), ex-commissaire spécial de police à la gare du chemin de fer, déclaré coupable de complicité d'attentats contre la sécurité de l'Etat et de tentative d'arrestation du directeur de l'octroi, a été condamné à la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée.

Declen, journaliste, ex-secrétaire de la commission départementale, a été condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée pour complicité d'attentats contre la sûreté de l'Etat.

Ménard, ex-garde civique, déclaré coupable des mêmes faits, a été condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Les Chemins de fer de la Vendée

On lit dans la *Semaine financière* :

Dans notre dernier numéro, nous avons annoncé que la Chambre avait ratifié, dans sa séance du 13 janvier, le projet de convention passé entre le ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de la Vendée.

Il n'est peut-être pas inutile de mettre sous les yeux des porteurs de titres, actions ou obligations, de cette Compagnie, les conditions et les conséquences de cette convention.

La Compagnie de la Vendée, concessionnaire de la ligne des Sables-d'Olonne à Bressuire, moyennant une subvention kilométrique de 148 000 fr., avait obtenu, en juillet 1870, en vertu d'une loi votée par les Chambres, la prolongation du Chemin de Bressuire à Tours.

Cette concession nouvelle lui était faite moyennant des conditions qui laissent à la charge de l'Etat, à titre de subvention, toute l'infrastructure du chemin, c'est-à-dire l'acquisition des terrains, les travaux d'art, de terrassement et les bâtiments ; en un mot, tous les travaux prévus par la loi de 1842.

L'Etat s'était engagé à exécuter ces travaux de manière à ce que le Chemin fût livré à l'exploitation dans un délai de quatre ans à partir de la concession de ce prolongement.

Les terribles événements dont les consé-

quences nous furent si funestes ne permirent pas au ministre des travaux publics de commencer l'exécution des travaux à la charge de l'Etat, comme il avait été prévu.

La Compagnie offrit alors à l'Etat de les exécuter à ses lieux et place, et, en décembre 1870, une première convention, passée entre le gouvernement et la Compagnie, sanctionnée par un décret, lui concédait l'exécution des travaux à la charge de l'Etat, entre Bressuire et Thouars (30 kilomètres), moyennant une somme de 2,700,000 fr., sous la condition, pour la Compagnie de faire l'avance de cette somme jusqu'au 15 janvier 1871. Ces travaux sont en ce moment en pleine voie d'exécution. C'est une convention analogue, pour le complément du prolongement de la ligne de Thouars à Tours, que l'Assemblée vient d'approuver.

La Compagnie se charge d'exécuter dans les mêmes conditions d'avance et de paiement, moyennant une somme de 8,800,000 fr., les 90 kilomètres qui séparent Thouars de Tours.

L'ensemble de ces travaux constitue au profit de la Compagnie une subvention de 90,000 fr. par kilomètre, puisque, pour les 120 kilomètres dont se compose le prolongement de Bressuire à Tours, l'Etat accorde à la Compagnie une somme de 11,300,000 fr. Il n'est pas difficile de montrer combien cette combinaison est avantageuse pour l'Etat aussi bien que pour la Compagnie.

Le Chemin de la Vendée, exploité en ce moment sur un parcours de 124 kilomètres, des Sables-d'Olonne à Bressuire, était, à ce dernier point, coupé par une voie transversale appartenant à la Compagnie d'Orléans, et pour ainsi dire à l'état d'impasse, ne pouvant rapidement ni développer son trafic, ni donner la satisfaction qu'étaient en droit d'en attendre les pays traversés.

Aujourd'hui, le chemin se prolonge jusqu'à Tours sur une longueur de 250 kilomètres, va voir ses ressources s'étendre et s'accroître ; les nouveaux pays qu'il va desservir sont fertiles et peuplés ; les villes de Thouars, Loudun, Chinon, Azay sont des centres riches, commerçants et manufacturiers, et les échanges de produits entre les Sables et toutes les parties de la ligne jusqu'à Tours vont, au dire général, prendre une large extension.

A Tours, la ligne se trouve en communication avec un grand centre, d'où partent des lignes de fer sur Paris, par le Mans et par Orléans, sur le chemin de Lyon par Bourges et Nevers, sur le centre par Vierzon, Châteauroux et Limoges, sur le Midi par Bordeaux, et prochainement sur Montluçon, par le chemin en projet de Tours à Montluçon.

Il y a donc là, comme transit et trafic local, des éléments considérables qui ne pourront que grandir, si l'on considère que le port des Sables, dont les bords de mer voient chaque année le nombre des visiteurs augmenter, et surtout de toutes les parties du centre de la France desservies par les lignes exploitées que nous venons d'énumérer.

La convention que vient de ratifier la Chambre, contient aussi une clause relative au port des Sables ; la Compagnie fait également l'avance d'une somme de 900,000 fr. destinée à parachever les travaux du port et le creusement d'un bassin à flot d'une étendue de six hectares, bassin dans lequel des bâtiments de 5 à 600 tonnes trouveront tous les jours un refuge sûr et commode. Le commerce des grains, des houilles, des engrais et surtout la pêche, qui est si abondante aux Sables, vont trouver dans ce port des éléments nouveaux de prospérité, au grand profit de la Compagnie qui verra ainsi s'accroître son crédit, si prospère déjà qu'elle peut faire à l'Etat les avances nécessaires à ces travaux ; qu'elle a pu pendant la guerre ouvrir sa ligne jusqu'à Bressuire, et que, quoique Paris fût investi, payer à Paris et hors Paris les coupons de ses obligations à jour fixe.

« Si l'on jette les yeux sur une carte de France, disait le *Rapport à l'Assemblée*, on s'étonne que le large triangle compris entre les lignes de Tours à Nantes et de Tours à la Rochelle, avec l'Océan pour base, se (des établissements maritimes aussi) bien placés que ceux des Sables, ne soit pas coupé, à peu près par parties égales, par une voie ferrée florissante et depuis longtemps en exploitation ; on se demande quelle a pu être la cause d'un retard si préjudiciable aux populations laborieuses de ces riches contrées. »

Ces conditions vont disparaître, et prochainement cette partie de la France et de notre littoral océanique, déjà desservie jusqu'à Bressuire, aura un chemin qui non-seulement la mettra en communication à Tours avec Paris, le Midi et le Centre, mais encore la reliera d'une part avec notre littoral de la Manche par le réseau qui, partant de Loudun, s'y dirige par le Mans, et d'autre part avec le réseau charentais par Thouars et Niort, réseaux dont la concession est donnée et dont la construction va prochainement commencer.

On a toujours vu, de mémoire de spectateur, ce comédien phénomène, on le revoyait encore, nerveux, agile et triomphant, comme il était sous Charles X. La seule chose en lui qui pourrait sembler quelque peu surannée, c'est la coupe trop ajustée de son costume de jeune premier rôle.

Comme le vendredi précédent, l'Odéon a fait salle comble, cette semaine, avec *Tartuffe*, joué par Geoffroy, et le *Passant* par M^{me} Sarah Bernhardt et Marie Colombine. La nouvelle Sylvia rejoint de sa beauté, plus gracieuse que celle de M^{lle} Agar, et de sa voix plus douce, le duo poétique et charmant de M. Coppée, M^{lle} Bernhardt est toujours l'idéal Zanetto plus de cent fois acclamé.

C'est avec une émotion aisée à comprendre, et tout entière à son éloges, que M^{lle} Colombine a joué le rôle d'Elmire aux côtés de Geoffroy. On sait combien ce rôle est difficile et ce qu'il y faut mettre de nuances diverses, de délicatesses et de franchise en même temps. L'épreuve était redoutable. M^{lle} Colombine peut se rassurer ; elle en sortira certainement à son honneur. Le principal était de bien indiquer le caractère, trop souvent mal saisi, de cette femme, l'une des plus étudiées des femmes de Molière. Elle y a réussi. Que lui reste-t-il à faire pour jouer tout à fait bien Elmire ? marquer un peu moins le trouble et la surprise que lui fait éprouver la galante déclaration de Tartuffe dans son premier tête-à-tête, et montrer un peu plus de présence d'esprit dans la seconde entrevue pendant que son mari est caché sous la table.

A son insu peut-être a-t-elle été déconcertée par la physionomie trop caractérisée de Geoffroy, qui a composé et qui tient le

NOS INFORMATIONS

LA SOIRÉE D'HIER

La soirée d'hier a été des plus calmes, quoiqu'on ait arrêté un certain nombre d'ivrognes qui avaient trop arrosé de vin bleu leur douleur patriotique. C'est sur les boulevards des Batignolles, de Courcelles, et aux Ternes, que ces arrestations ont été les plus nombreuses. Beaucoup avaient un côté grotesque, une surtout. L'individu dont nous parlons, vêtu d'une blouse bleue, s'était mis autour du corps une grande ceinture en crêpe noir, s'était fait une marmotte également en crêpe, et parcourait la rue Lévis en soufflant comme un furieux une marche funèbre dans une grande trompette. Les gardiens de la paix lui ayant, en l'arrêtant, demandé la raison de ce singulier exercice.

— Je sonne le glas de Paris-Jéricho, répondit-il d'une voix creuse, et j'appelle Chaudfontaine... Inutile de dire que le prophète Chaudfontaine, qui semblait du reste horriblement gris, a été conduit au poste horriblement éméché.

— Surtout, les roussins, faudrait voir à ne pas vous trouver mal sur mon instrument ! a-t-il dit aux gardiens de la paix au moment où ceux-ci le séparaient de sa trompette.

L'ensemble des patrouilles a été doublé pendant toute cette nuit, mais il n'y a pas eu plus de manifestations nocturnes que de manifestations diurnes, et l'anniversaire du 28 janvier a été, en somme, des plus calmes à Paris.

La mode du drapeau noir était devenue presque générale dans les 17^e et 18^e arrondissements hier soir. Nous en avons compté plus de trente dans les rues de l'Eglise, des Dames, Legendre, Truffaut, Lemerrier, de Metz et des Abbesses. La police les a fait enlever, du reste.

LES QUÊTES DANS LES THÉÂTRES

L'exemple donné par les théâtres de Cluny et du Châtelet est partout suivi. Une quête a été faite hier, au Gymnase, par M^{me} Desclée, Pierson et Marsin. Elle a produit une somme considérable, car tout le monde, sans exception, a donné, depuis les fauteuils d'orchestre jusqu'au paradis, et il y avait beaucoup de billets de banque dans les bourses des charmantes quêtesuses.

UNE QUÊTEUSE

Hier, a été arrêtée, au moment où elle sortait d'un café de la rue de Rome, une femme âgée d'environ vingt-deux ans, fort jolie et très bien mise. Elle portait en sautoir une écharpe tricolore, sur laquelle étaient brodées les lettres A. D. F. D. F. L'écharpe lui allait si bien, que lorsqu'elle vint demander quelque chose pour la quête de l'*Association des Femmes de France*, on n'avait pas le courage de lui refuser. Aussi, réalisait-elle de très jolies recettes. Hier, malheureusement, au moment où elle faisait sa tournée dans le café en question, un consommateur grincheux s'avisa de lui demander ses papiers. Elle pâlit, rougit, se troubla ; le patron de l'établissement envoya chercher des gardiens de la paix, et la jolotte quêtuse fut conduite au poste. Là, elle avoua avec larmes qu'elle quêtait pour son propre compte, et déclara se nommer Adèle Jannet, demeurant 16, rue des Trois-Pavillons. Adèle Jannet a été immédiatement conduite au dépôt.

FONTAINE

Ce soir part pour le bagne de Toulon Jules Fontaine, le directeur communal de l'administration du timbre et des domaines, dont la cour de cassation a dernièrement rejeté le pourvoi. On sait que Fontaine est condamné à vingt ans de travaux forcés. Il sera dirigé sur Cayenne par le prochain convoi de déportés, qui partira au commencement du mois de février.

LE DRAPEAU NOIR DES BUTTES MONTMARTRE

Le drapeau noir des buttes Montmartre, dont nous avons parlé hier, n'était point un mythe ; il flottait au vent, et jusqu'à l'heure où, par ordre de police, il fallut l'enlever, on pouvait le voir dérouler ses plis funèbres au-dessus de la ville, qu'il dominait.

Le plus étrange de l'histoire, c'est que le drapeau en question a été planté par un nommé Jules Aymond, demeurant rue du Puits, n^o 3, âgé de cent-un ans, et dont, malgré le grand âge, tout le quartier connaît la bonne humeur et la franchise gaie. Aymond est un ancien garde français ; il était à la Bastille en 1789, et montre encore avec orgueil un coup de baïonnette qu'il a reçu à l'épaule en montant à l'assaut. Après avoir fait toutes les campagnes du premier empire, qui lui ont valu la croix de la Légion d'honneur en 1811, Aymond est entré au musée du Louvre en qualité de gardien, ce qui lui a valu l'honneur de poser plus de dix fois pour Horace Vernet, qui l'a peint trait pour trait

dans un épisode de sa *Smala*. Ce n'est qu'à l'âge de quatre-vingt ans qu'Aymond put se décider à prendre sa retraite, après la mort de sa femme, une Autrichienne de Lobau.

LE BOUF GRAS

Le conseil municipal doit, dans sa prochaine séance, s'occuper des boufs gras de 1872. La ville donnera-t-elle, oui ou non, son concours ? *That is the question*, et il semble à peu près certain qu'elle sera résolue par la négative. La promenade des boufs gras aura donc probablement lieu cette année, sans cortège. Plusieurs bouchers de Versailles ont eu une réunion samedi dernier, chez un de leurs collègues de la rue de la Paroisse, et il a été décidé que Versailles aurait cette année deux boufs gras, lesquels seront conduits en grande pompe sous les fenêtres du président de la République. On a provisionnellement nommé les boufs en question *Tricoche* et *Ca-colet*.

UNE POIGNÉE DE SUICIDES

Le suicide est décidément à l'état épidémique à Paris :

— Rue Breguet, M. Aussiloux, commissaire de police, a constaté hier l'empoisonnement de la dame Chaperon, qu'un désespoir d'amour avait poussée à se donner la mort.

— A trois heures, rue Popincourt, 61, le sieur Mathurin Schelet, maçon, s'est donné la mort en se jetant par la fenêtre de sa chambre sise au quatrième étage.

— A la même heure, M. Lebrun, commissaire de police, était averti que le sieur Denis, tapissier, âgé de quarante-cinq ans, venait de se donner la mort en se précipitant dans le puits de la maison qu'il habite rue Stanislas, 11. Ce malheureux était en proie à des accès fréquents d'aliénation mentale.

— Le soir, quai de Jemmapes, une vieille femme âgée de soixante-dix ans dont nous n'avons pu savoir le nom s'est précipitée dans le canal Saint-Martin, a été repêchée vivante et transportée sur l'ordre de M. Barreau, commissaire de police du quartier, à l'hôpital Saint-Louis, où elle n'a pas tardé à expirer. Cette triste nomenclature se passe de commentaires. C'est un signe des temps.

UN ÉBOULEMENT A L'HIPPODROME

On procède en ce moment aux travaux de déblaiement de l'Hippodrome qui avait été abandonné, comme l'on sait, depuis l'incendie de 1869. Hier le sieur Jean-Baptiste Brunet, âgé de trente-cinq ans, demeurant à Colombes, était occupé à travailler avec quelques maçons lorsqu'un effondrement des caves l'ensevelit sous les décombres. Ses compagnons, qui avaient échappé à la mort comme par miracle, se mirent avec ardeur à essayer de le dégager et furent assez heureux pour le déterrer après une heure de laborieux efforts. Il respirait encore ; mais il a reçu dans sa chute d'affreuses blessures et son état paraît désespéré. M. Lambin, commissaire de police, fit immédiatement transporter ce malheureux à l'hôpital Beaujon, où il fut admis salle Saint-Vincent-de-Paul, lit n^o 25.

LA MORT D'UN LÉVRIER

Si nous annonçons la mort de ce chien-là, c'est que ce n'était pas un chien ordinaire, tant s'en faut. Il s'agit, en effet, d'un lévrier dont le nom est presque européen, Master-Margrath, le vainqueur de toutes les grandes courses de lévriers qui ont eu lieu sur le continent depuis cinq ans. Master-Margrath a rapporté plus de cent mille francs à son heureux propriétaire. Il y a quelque temps, la Reine d'Angleterre l'avait fait venir à Windsor, et il avait été admis à manger du sucre à la table royale. Master-Margrath est mort à Paris, d'une fluxion de poitrine, deux jours après y être arrivé avec son maître.

A L'ASSASSIN !

Les habitants de la cité Ravignan furent réveillés hier matin par le cri : « A l'assassin ! » qui partait de la maison portant le numéro 11. On enfouit immédiatement la porte d'une chambre du quatrième étage, d'où venaient les cris, et on aperçut le sieur Marius Lardedy, en bras de chemise et tout sanglant. Lardedy s'était frappé de deux coups de compas dans le côté gauche de la poitrine. Arrivé à ce point de son suicide, Lardedy avait réfléchi qu'en somme l'existence avait du bon, et il avait crié : « A l'assassin ! » pour qu'on vint à son secours. Cet original, qui a été immédiatement conduit à l'hôpital de Lariboisière, a promis de ne plus recommencer. C'était, du reste, simplement parce qu'il s'ennuyait qu'il avait tenté de mettre fin à ses jours.

Le Paris-Port-de-Mer

C'est par erreur que nous avons annoncé que le *Paris-Port-de-Mer* partait le 31 janvier pour la Chine. Le *Paris-Port-de-Mer* met bien à la voile le jour indiqué par nous, mais c'est à Tampico et Vera-Cruz qu'il se rend. Sa propriétaire, M^{me} Le Barazer, reste à Paris.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 30 JANVIER

REVUE DRAMATIQUE

THÉÂTRE CLUNY : Reprise de l'*Aveugle*, de MM. Anicet Bourgeois et d'Ennery, avec Laferrière et Laroche.

ODÉON : Retour du *Passant*, de M. Coppée, — *Tartuffe*, avec Geoffroy.

Les *Chefs-d'œuvre dramatiques du XVIII^e siècle*, édités par Laplace, Sanchez et C^o.

La reprise de *Marie-Jeanne* au Théâtre-Cluny, ne prometait rien et n'a pas tenu davantage. Elle a bien vite cédé la place à la reprise de l'*Aveugle*, un autre drame de douze années moins vieux comme date et comme genre, ce qui est bien quelque chose. On a dû précipiter le remplacement ; aussi les acteurs se sont-ils trouvés à court d'études et de répétitions. Le premier soir, c'est au souffleur qu'était échu le rôle le plus actif. Cependant cette reprise a eu tout le succès que la direction pouvait espérer, et de tout cœur nous le souhaitons aussi prolongé, aussi productif qu'il faudra pour lui donner le temps et les moyens de se consacrer, avec des chances heureuses, aux pièces nouvelles qui attendent leur tour.

L'*Aveugle* est un drame curieux à revoir. Très habilement fabriqué, fécond en surprises et en coups de théâtre, il attirera certainement encore un public nombreux, et l'intéressera. Les péripéties se succèdent, amènent l'une par l'autre, avec une rapidité qui entraîne et qui fait tout

passer. On n'a pas le temps de s'arrêter aux invraisemblances, et, d'ailleurs, on préfère ne pas les voir. La supériorité des Anicet Bourgeois et des d'Ennery se révèle en ceci qu'ils faisaient du spectacle et le complice empressé de leur procédé de perpétration dramatique. Au moment précis où le héros de ce drame, par exemple, doit perdre la vue, c'est-à-dire au moment où il en a le plus besoin, puisqu'il vient de reprendre l'état de peintre, son unique moyen d'existence, il est subitement atteint de cécité. Le dénouement exige-t-il qu'il ne soit plus aveugle ? Rien de plus simple : une opération instantanée lui rend ses bons yeux d'autrefois. Il plaie au public de s'identifier à ce système aisé de convention dramatique, et vous l'importuneriez fort en lui chicanant son plaisir.

L'action est combinée de manière à l'élever et à le captiver ; il adopte tous les expédients du dramaturge et se prête à l'illusion en écartant, de lui-même, toute réflexion qui la pourrait dissiper.

A ces jeux de scène, qui sont évidemment d'un art très secondaire, mais d'un effet encore assez puissant, les auteurs de l'<

LE MUSÉE HISTORIQUE DE LA GUERRE

Nous recevons à l'instant une lettre de M. Turpin, ancien chef de section aux archives, par laquelle nous apprenons que le fameux musée historique dont nos confrères parlent depuis longtemps déjà, n'est absolument qu'un rêve, dans leurs imaginations, et qu'en outre c'est absolument à son insu, que l'on a nommé M. Turpin, qui depuis trois ans a pris sa retraite. Le rêve cependant n'est pas sans quelque fondement; car le dépôt ou l'ancien dépôt de la guerre possède depuis longues années les éléments très riches d'un musée composé de dessins, gouaches, aquarelles des batailles, combats et sièges des époques anciennes et particulièrement modernes; et au moment actuel, M. Goubaud, artiste distingué, travaille à l'enrichir de nouvelles peintures. Mais pour que ces objets d'art, au nombre de plusieurs centaines, soient classés et exposés d'une manière utile, il faut un large emplacement ou mieux une galerie spéciale dont la construction est encore à faire. Le dessin ou le plan en était arrêté avant la funeste guerre de 1870 et les fondations du nouveau dépôt de la guerre qu'on peut voir aujourd'hui dans l'alignement du boulevard Saint-Germain, sont restées au niveau du sol en attendant la reprise des travaux suspendus par suite de nos malheurs et la ruine des finances du pays.

ACCIDENT SUR LA VOIE DE CEINTURE

L'inspecteur Vergne surveillait, samedi soir, des travaux de terrassement à la gare de la Chapelle, sur la voie de ceinture du chemin de fer de l'Est, lorsqu'il fut renversé par les tampons d'une locomotive, qu'il n'avait pas entendue venir, quoique marchât très lentement. Les dix wagons du train filèrent sur le cadavre, qui n'aurait plus, lorsqu'on l'a relevé, que le spectacle d'une masse informe de chairs sanguinolentes.

LE CHÂTEAU DU MARÉCHAL MAGNAN

On termine en ce moment, sur les terrains vagues du Luxembourg, à la hauteur du Val-de-Grâce, la construction d'un chalet dont l'histoire est assez curieuse. Ce chalet, de dimensions assez spacieuses et fort élégantes, était situé au bois de Vincennes. L'empereur en avait fait cadeau au maréchal Magnan, qui l'habitait une partie de l'année. Le possesseur actuel l'a acheté, fait démonter et remonter, le tout pour 8,000 francs. Il est entouré d'un jardin improvisé, et doit servir de local à une brasserie.

La Question du Jardin d'acclimatation

On se souvient que dans sa séance du 27 décembre dernier, le conseil municipal de Paris, sur le rapport de M. Dubief, l'un de ses membres, a accordé à la Société du Jardin d'acclimatation, pour faire face aux pertes de toute nature qu'elle avait subies pendant la guerre d'insurrection, une somme de 180,000 francs, payable en trois annuités. Cette proposition, due à l'initiative de M. Léon Say, rencontra d'abord une assez vive opposition dans le conseil; mais enfin elle finit par être adoptée. Aujourd'hui, M. le préfet de la Seine a changé d'avis. — Le conseil municipal, dit-il, ordonne les dépenses, mais il ne peut ordonner que celles correspondantes aux recettes. En accordant un crédit sur les exercices futurs, il a outrepassé ses droits; la délibération du 27 décembre est donc nulle et radicalement nulle, et M. le ministre ne manquera pas de le rapporter.

Aussi M. Geoffroy Saint-Hilaire, l'intelligent directeur du Jardin d'acclimatation, qui s'est engagé vis-à-vis de la Ville à livrer au public le jardin en bon état dans les premiers jours de mars, a été contraint d'abandonner les travaux commencés pour attendre la décision ministérielle.

C'est là une manière de voir toute personnelle à l'honorable préfet, et qui ne sera d'ailleurs partagée par aucun juriste, car elle n'est rien moins que juridique.

Le conseil municipal vote une somme de 180,000 francs en faveur d'une œuvre éminemment nationale; mais, pour ménager les finances de la Ville, il vote ce crédit en trois annuités, et inscrit sur le budget, déjà obéré, de 1872, la somme de 60,000 francs, reportant la différence, soit 120,000 francs, sur les exercices 1873 et 1874. Nul doute d'abord que la délibération ne puisse être scindée, et que le crédit de 60,000 francs accordé pour 1872 ne soit irrévocablement acquis. Le conseil a voté un crédit de 180,000 fr.; il a donc voté au moins un crédit de 60,000 fr. La discussion ne peut donc porter que sur les 120,000 francs restant, et encore ne doit-elle pas arrêter longtemps.

Il suffit, en effet, d'examiner le premier budget de n'importe quelle commune pour se bien convaincre qu'un conseil municipal prend tous les jours des engagements à terme et par conséquent lie les exercices futurs. Les emprunts que contractent les villes sont-ils ou non dans ce cas? Le budget de la ville de Paris, exercice 1872, ne mentionne-t-il pas, en tête du chapitre de ses dépenses, des paiements d'annuités, legs des budgets précédents? Enfin, a-t-on jamais songé à contester au conseil le droit qu'il s'arroge à toutes les sessions d'accorder des pensions viagères aux veuves des employés de la préfecture de la Seine ou de la préfecture de police? Le système de M. Léon Say ne se soutient pas. Nous avons fait des recherches, consulté, et nous soutenons qu'il ne peut invoquer à l'appui de sa thèse aucun texte législatif, aucune décision du conseil d'Etat; aussi espérons-nous que M. le ministre ne partagera pas son avis et laissera se relever cette institution scientifique si éminemment nationale qui fait tant d'honneur à la ville de Paris.

LES CORRESPONDANCES

Lettres alsaciennes

Strasbourg, 21 janvier.

On a l'habitude à Strasbourg d'organiser chaque année une loterie de charité au profit des pauvres de la ville. Cette loterie, jusqu'ici, a toujours été très productive, et on a tout lieu d'espérer que cette année-ci particulièrement, où la misère est plus grande, la charité montrera un grand empressement à donner. Les lots abondent, car on a dépassé le chiffre de quatre cents, tandis que la moyenne des autres années n'était guère que de trois cents; les billets (à 2 fr.) se prennent en grand nombre; dans la seule journée d'hier, les deux commissaires en ont vendu pour 1,200 fr. Cet élan de charité s'explique d'abord par le désir de soulager les pauvres de la ville, et ensuite par ce fait que les dames patronesses ont eu soin d'écrire, sinon officiellement, ce qui était difficile, mais en dessous, et par une

manœuvre habile, les lots que les Allemands, par ostentation et non par bienfaisance, auraient pu être tentés d'offrir. Le seul fonctionnaire prussien qui ait envoyé un lot, c'est le préfet, M. d'Ernsthausen; ce lot consistait en un service en porcelaine, sans plateau! Il faut toujours et partout que la ladroterie allemande montre le bout de l'oreille.

On a voulu éviter aussi de faire prendre des billets aux Allemands; et, ce qui prouve que c'est là un sentiment général dans toute la population, parmi les quatre cents lots qui ont été présentés jusqu'à présent, il ne se trouve point de pendules. En eût-on donné une seule, on était certain de voir tous les billets enlevés par les Allemands! Songez donc! quand on ne peut plus voler de pendules, c'est encore une bonne fortune que de pouvoir en gagner à deux francs le billet.

Le jour anniversaire de la proclamation du nouvel et saint empire germanique, il y a eu trois ou quatre grands bals. Comment ces douces, poétiques et sensibles Allemandes ont pu danser après avoir, en se rendant au bal, passé devant les ruines de notre ville, encore visibles en plus d'un point, c'est ce que j'ignore. Mais ce qui est certain, c'est que la vue de ces ruines n'a pas enlevé l'appétit à messieurs les danseurs; car on pouvait les voir, par troupes de huit ou dix, se rendre d'un bal à un autre, sous prétexte de présenter leurs hommages à l'amphytrion, mais en réalité pour faire une petite ou mieux une grosse visite au buffet.

Vous-avez avoir une idée des dépenses folles, extravagantes, faites par les belles Allemandes pour ces bals? L'une d'elles a acheté, chez un marchand strasbourgeois, un magnifique pardessus de soirée pour 40 fr. (Vous lisez bien : quarante francs.) Généralement nos Strasbourgeois, sans être millionnaires, mettaient à ces objets 200 à 300 fr. Vous pensez si le commerce de luxe fait de bonnes affaires depuis l'annexion!

Nos Allemands voudraient bien se persuader à eux-mêmes qu'on se germanise à Strasbourg. A cet effet, ils font courir, pour leur propre consommation, les bruits les plus bizarres. Il y a quelques jours, ils se racontaient entre eux que le maire de Strasbourg était annoncé au grand bal du gouvernement, avec ses filles. Vous jugez de l'ilarité des Strasbourgeois, à qui revenait ce canard de haute volée. D'abord notre maire est très français de cœur, et ne songe certes pas à danser avec les Allemands. Bon tout au plus pour M. Klein, s'il était connu à la tête de notre administration municipale. De plus, M. Lauth est en deuil, et enfin il n'y a qu'une fille. Il est vrai qu'à cette dernière objection, les Strasbourgeois répondraient qu'il y en aurait sept autres. Et de fait, la population allemande de Strasbourg est si bien composée, qu'elles n'eussent point été déplacées. Seulement on peut parier à coup sûr qu'elles auraient dit des sottises au gouverneur!

Lettres d'Algérie

LE REBOISEMENT DE L'ALGÉRIE

Je vous disais dans une de mes premières lettres que, grâce au concours précieux de votre feuille, l'Algérie avait enfin quelque chance de faire entendre sa voix et se trouverait désormais dans la situation du plaideur, dont la cause défendue sans succès par un modeste avocat, finit un jour par triompher entre les mains d'un Jules Favre ou d'un Lachaud.

Mes prévisions viennent de recevoir un commencement de réalisation, et je ne puis que me déclarer doublement satisfait du dernier arrêté par lequel M. de Gueydon vient d'instituer une commission chargée d'examiner les moyens à employer pour arriver au reboisement complet de notre colonie algérienne.

Cette mesure a une importance telle, qu'il ne sera pas inutile de revenir sur un sujet déjà traité, et de mettre tant de bonne volonté en garde contre les errements d'un passé condamné, et contre cette dangereuse manie qu'il y a, a poussé nos gouvernants à essayer d'essayer sans jamais essayer de réussir.

Il ne s'agit plus, en effet, de se livrer à des travaux destinés à satisfaire les légitimes aspirations d'une population. On ne peut songer à nous endormir au moyen de promesses que l'on ne doit en aucun cas tenir; et les circonstances me semblent exiger de l'administration actuelle une telle loyauté, que l'œuvre entreprise doit désormais être poursuivie sans relâche et sans arrière-pensée.

Il serait superflu de rééditer ici la longue série des bienfaits que l'on est en droit d'attendre d'un reboisement sérieux et bien compris. L'heure est venue, je crois, de s'attacher non plus aux résultats possibles, mais aux moyens capables de prévoir les causes qui peuvent ruiner en peu d'instants les espérances de l'avenir.

Tout se tient, en ce monde, la question algérienne n'est qu'une; et se contenter de poursuivre la réalisation d'une partie de notre programme colonisateur sans prendre garde aux questions qui peuvent surgir, serait aussi insensé que d'entreprendre de dessécher un lac sans songer à détourner de son bassin le cours d'eau qui vient l'alimenter.

L'idée émise, le reboisement décidé, peu nous importe de savoir si telle essence est préférable à telle autre, si les arbres d'Austrasie doivent l'emporter sur ceux d'Algérie, etc., etc.

N'ayant aucune des qualités qui constituent le planteur, je laisse au soleil et aux nuits fraîches le soin d'apporter la vie commune à nos futurs végétaux forestiers.

Confiant dans notre sol et dans les lois qui régissent la nature, je crains les Arabes, cher lecteur, et n'ai point d'autre crainte.

Il serait, en effet, bien inutile de reboiser l'Algérie, d'y jeter un peu de graine et beaucoup de millions, si dans quelques années d'ici ce peuple insoumis devait, à propos de boîtes ou de juis, promener à travers ces plantations, si péniblement acquises, le feu, le fer et la destruction.

Lors de la dernière insurrection, des milliers d'hectares ont été rasés. Ces hectares étaient plantés de forêts séculaires. Je ne me fais aucune idée du chiffre approximatif des pertes éprouvées par la colonie; mais, sans parler des victimes, je comprends, et vous comprendrez comme moi, que, si la provoyance gouvernementale avait évité cette fatale insurrection, point ne serait besoin de dépenser aujourd'hui des millions pour substituer aux vieux chênes de l'année dernière de jeunes plants dont l'avenir est parfaitement incertain et l'exploitation des plus problématiques.

Si pareils actes de vandalisme doivent se renouveler, mieux vaut ne pas reboiser, et se serait peut-être le meilleur parti à prendre jusqu'au jour où l'on voudra bien songer sérieusement à prévenir tout retour d'insurrection.

Or, il est aujourd'hui un fait certain. C'est que dans la limite de son action, l'autorité militaire a conservé tous les errements d'un passé qui n'a cessé de nous être fatal.

Certes il est très facile de satisfaire les mas-

ses au moyen des grands mots de contribution de guerre, de réquisition, de désarmement, etc., etc.

Mais pour nous qui avons pour habitude d'aller au fond des choses, il y a certainement dans tout cela plus de fumée que de feu.

Ne savons-nous pas à quoi nous en tenir sur cette fameuse contribution imposée aux révoltés?

Quelques millions ayant à peine suffi à indemniser des particuliers! Et les forêts brûlées? Et la dépréciation causée par l'absence de récoltes? Et nos frais de guerre? La perte du crédit; enfin les dangers auxquels nous ont exposés ces fanatiques! tout cela ne doit-il pas se payer, et les cinq milliards que nous versons à la Prusse ne devraient-ils pas nous servir d'exemple!

On a désarmé les Arabes! Voici qui devient plus que risible. Trente mille fusils ont été déposés à l'arsenal d'Alger! Ici, trente mille! mais trente mille vieilles pièces détreffées des siles de l'antiquité; des sabres de bois et des pistolets de paille; que l'on a entassés dans les fourgons de la guerre, et rapportés triomphalement, à la grande joie des fripiers et des négociants en vieux fers.

Il a bien été rendu ça et là quelques armes de luxe, quelques flintlocks au fourreau d'argent, quelques fusils ornés de corail et de damasquinés; mais je serais, je vous l'avoue, fort curieux de savoir si tout cela est arrivé jusqu'à l'arsenal, et comment il se fait que certains salons se soient tout à coup prodigieusement ornés de panoplies dont les Anglais offraient des sommes folles. Or, je dis et je prétends que désarmés de la sorte, les Arabes sont plus dangereux que jamais, et qu'on n'a réussi à leur enlever que les armes dont ils ne voulaient plus se servir.

Si donc j'en reviens à la question du reboisement, je crois pouvoir dire qu'il est absolument inutile de dépenser nos millions dans le but unique de procurer aux Arabes du bois de chauffage, et que si nous voulons enfin nous montrer sérieux, nous devons nous-seuls nous entreprendre des travaux de colonisation, mais encore et avant tout prendre les mesures qui peuvent être nécessaires à la conservation de ces mêmes travaux.

Que M. de Gueydon y songe bien, il y a dans les actes du passé de précieuses leçons de prudence à puiser, de bonnes résolutions à prendre et l'avenir de la colonie à assurer d'une façon définitive.

Échos militaires

Le ministre de la guerre a donné des ordres récents pour que les bibliothèques militaires, dans les camps occupés par l'armée de Versailles, soient constituées aussi rapidement que possible.

M. le chef d'escadron Fix, du corps d'état-major, est chargé par le général de Cissey de se rendre dans les différents camps, d'examiner les bureaux qui ont déjà été préparés, et de se mettre en relations avec les officiers spécialement désignés pour prendre soin des bibliothèques. Il devra faire successivement la visite de chaque bibliothèque, et lui remettre les livres et les cartes que la commission centrale s'occupe actuellement de réunir au ministère de la guerre.

Les officiers généraux sont invités à prêter leur concours à la réussite de cette importante création. Pour chacune des bibliothèques à installer, des officiers formant commission seront désignés, et ces commissions se mettront en relations avec la commission centrale de Paris (2^e bureau de l'état-major général).

Par décision du 11 janvier courant, le ministre de la guerre a prescrit la formation d'une commission composée de :

Le sous-intendant chargé du service des lits militaires.

Un officier du génie.

Et de plusieurs officiers de troupe ayant été chargés du casernement dans les corps, pour examiner de nouvelles propositions faites par l'entrepreneur du service des lits militaires, relativement au couchage des troupes baraquées.

On ignore pas que les régiments campés autour de Paris ne reçoivent que ce que l'on nomme la demi-fourrière de literie composée : d'une pailleuse, un sac de toile, deux couvertures et un traversin; nous ne pouvons donc qu'approuver les projets d'améliorations tentées par le ministre de la guerre.

Une importante décision a été prise il y a quelques jours par le ministre de la guerre au sujet des remplacements français encore en assez grand nombre, qui servent pour le compte d'individus originaires du territoire cédé et qui ont opté pour la nationalité allemande.

Une circulaire du 20 juillet dernier, insérée au *Journal officiel*, arrêtait que, lorsque des remplacements originaires de l'Alsace ou de la Lorraine optaient pour la nationalité allemande, conformément au traité de Francfort, du 10 mai dernier, les remplacements qui sont demeurés français ne seraient pas tenus, par ce fait, de fournir d'autres hommes ou de servir personnellement.

Par contre, lorsque c'est le remplacé qui a opté pour un changement de nationalité, le remplacé resté français doit être maintenu sous les drapeaux et ne saurait être dégagé des obligations qu'il a contractées en signant son acte de remplacement.

Il résulterait, en effet, de l'opinion contraire qu'en temps ordinaire un remplacé pourrait être fondé à réclamer sa libération lorsque le remplacé viendrait à décider ou à perdre sa qualité de Français dans les circonstances mentionnées par le Code civil, ce qui, évidemment, n'est point admissible.

LA QUESTION DU TIMBRE

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, le 25 janvier 1872.

Monsieur le directeur, Dans votre numéro du 20 de ce mois, après avoir publié ma lettre vous ajoutez :

« Nous pensons que les grands administrateurs ne sont fondés en aucune manière à réclamer aux destinataires le montant des timbres appliqués sur les pièces qui restent entre les mains des Compagnies de chemins de fer. »

Encore ce matin, le *Chemin de fer d'Orléans* exigeait le paiement d'un timbre pour un colis dont le port n'est que de 3 fr.

Vous rendez un véritable service au commerce en élucidant la question et en publiant l'opinion des Membres de la commission qui ont rédigé le projet de loi sur le timbre.

Réponse. — Informations prises, la Compagnie du chemin de fer, administration, etc., etc., n'ont droit qu'au rembour-

sement du timbre qui reste entre les mains du destinataire.

Que les négociants lésés s'associent donc et fassent juger la chose par le tribunal compétent; c'est le seul moyen de mettre fin aux exigences des Compagnies.

LES 10 CENTIMES PAR COLIS

Nous recevons la lettre suivante :

Longwy, 25 janvier 1872.

Monsieur le Rédacteur du journal la Liberté.

Je m'adresse à votre estimable journal pour avoir quelques renseignements au sujet de l'interprétation de l'art. 3 de la loi du 22 courant.

Négoçant en céréales à la frontière, je reçois et l'expédition de ces marchandises par wagons complets de 5 et 10 tonnes. Ces grains sont en sacs de 50, 75 et 100 kilogrammes. Chaque sac doit-il payer les 0,10 de statistique ou bien le chargement doit-il être considéré pour 5 ou 10 tonnes et payer seulement 0,10 par mille kilogrammes.

La douane me force à payer 0,10 par sac, c'est donc 1 à 2 francs par 1,000 kilogrammes. Je ne crois cependant pas que le législateur, par sa loi de droits de statistique, ait voulu ajouter de nouveaux droits d'entrée ou de sortie à ces marchandises.

Quelques explications de la part de votre journal me feraient plaisir.

Agréé, etc.

La loi est formelle : le droit de 10 centimes est perçu « par colis sur les marchandises en fûts, caisses, sacs ou autres emballages ». Maintenant, rien n'empêche de faire multiplier les gros colis, et si la chose était possible, de faire des sacs de 1,000 kilogrammes.

HOMMES ET CHOSE

Cette journée du 28 janvier, écolée, a servi de prétextes à beaucoup de protestations et de faux semblants de patriotisme. La gent jésuitique du parti rouge l'a exploitée considérablement, afin de rouvrir les plaies saignantes encore, et d'avoir l'occasion de présenter l'établissement de la Commune comme un sublime acte contre les Prussiens.

Ce sophisme, si on laisse faire les historiens de l'avenir, finira par arriver à l'état d'article de foi; et le peu d'intérêt que nous inspirent les hommes du 18 septembre, auteurs de la capitulation de Paris et responsables des privations supportées pendant le siège, pourrait bien aider à cette monstrueuse réhabilitation.

M. Jules Simon, ministre forcé à perpétuité de l'instruction publique, a rendu un arrêté qui remet à plus tard la grande fête solennelle de la Saint-Charles. Je conviens qu'il n'eût pas été très bienséant que les futurs défenseurs du pays passassent ce jour-là en litiations, comme il est d'usage; mais puisque ce 28 janvier devient jour de deuil public, il n'est pas probable que saint Charles, prévenu, trouve à propos de changer son jour, l'année prochaine et les suivantes. Le voilà donc forcé, par M. Simon, de renverser la formule célèbre de M. Chouffouri : il ne sera plus chez lui ce jour-là.

L'an passé, à pareille époque, ces pauvres Parisiens et leurs enfants, étaient réduits aux dernières extrémités de la famine. Le pain qu'on leur distribuait excitait aujourd'hui le dégoût des chiens, et M. Jules Ferry, l'auteur de toutes ces imprévoyances, mangeait, pendant ce temps, du pur froment et des écrevisses à la bordelaise.

Certes, le général Trochu n'a pas laissé de beaux souvenirs dans les cœurs de la grande ville; mais s'il est quelqu'un dont l'impopularité soit au moins égale, c'est celle de M. Ferry, qui a la naïveté d'attendre toujours une commission d'ambassadeur.

Ah! il ferait encore un bien joli diplomate celui-là, qui, depuis si longtemps, ne s'aperçoit pas qu'on n'a pour lui que des excès de politesse.

Lecteur, posez votre main sur votre conscience, c'est-à-dire à la portée de la poitrine où s'agit ce organe précieux qu'on assure être le siège des sentiments; faites appel à votre mémoire la plus rétive; puis, après cet examen, dites si vous savez ce que c'est que la Société des Bibliophiles français.

Vous l'ignorez, n'est-ce pas; j'en étais sûr. Eh bien! je vais vous l'apprendre. Cette Société, fondée en 1820, se compose de 24 membres au plus. Son but est de publier des ouvrages inédits ou au moins très rares, et ayant de l'importance pour notre histoire ou notre ancienne littérature. C'est, en un mot, une petite maison de librairie platonique. Rien de plus estimable; mais j'ai parcouru le catalogue des publications de la Société, et je l'avouerai, sans y trouver le titre d'aucun livre important pour notre histoire; le *Mémoires de Paris*, peut-être, et encore!

Il suffit, pour être admis dans la Société, d'aimer les livres, d'avoir une bibliothèque et de se soumettre aux conditions imposées par les statuts, dont les principales sont d'être présenté par deux membres, d'être nommé à la pluralité des voix et de verser chaque année une cotisation de 100 francs.

Il est très rare que le nombre de 24 membres soit atteint; de sorte qu'il y a toujours trois ou quatre sièges disponibles pour les amateurs. La société est composée, du reste, d'hommes très distingués, mais qui, à part deux ou trois individualités, ne seraient point déplacés dans ces bonnes petites académies de province dont on s'est toujours si innocemment moqué.

Eh bien! M. le duc d'Annam, qui est insatiable de positions « honorifiques », vient d'être élu membre de cette bienheureuse Société des Bibliophiles. Coût : 100 francs par an. Un archi-millionnaire ne pouvait vraiment pas se passer de cette douce satisfaction.

Seulement, s'il ne fait pas immédiatement des fonds de l'impression de toutes les raretés bibliographiques qui font l'admiration du monde savant, on ne le lui pardonnera jamais. On parle beaucoup d'un incunable, unique, existant à la bibliothèque de Saint-Flour, quelle occasion!

Il y a en France cent soixante-quatorze académies ou sociétés distantes savantes. Faut-il en donner la liste? Non, n'est-ce pas? d'ailleurs le prince l'a dans sa poche.

Ombres de Regnard et de Victor Ducange, tressaillez d'aise dans le sombre royaume. Valère, George de Germany, les joueurs classiques, vous ne serez plus les représentants bizarres et mystérieux d'une passion inavouée. L'Etat, dit-on, va vous rendre vraisemblables.

Eh bien! si M. Thiers fait cela, ce sera d'un homme habile. Il aura, du coup, pour lui, tous les amants de la dame de pique qui sont forcés de se cacher pour risquer, chaque soir, leur pièce de deux francs ou leurs vingt-cinq louis, et cela aidera furieusement à la rentrée des millions destinés à payer les Prussiens.

Rétablir les jeux est une nécessité de l'époque. Cela répond à un besoin réel, et il est vraiment trop bête d'être vertueux au point de laisser aller à l'étranger les millions qu'on voudra toujours, de préférence, dépenser à Paris.

En 1817, deux frères, MM. de Chalandre, dont l'un était comte, obtinrent la ferme des jeux au prix de cinq millions, qu'ils s'engageaient à verser chaque année dans les caisses de la ville de Paris. La police fermait les yeux sur beaucoup de coups de canif donnés au cahier des charges, et l'on sait que le préfet et le roi Louis XVIII trouvaient chaque matin, sur le marbre de leur cheminée, un rouleau de cinquante napoléons. Ils ne se doutaient pas le moins du monde d'où pouvait surgir cet aimable rouleau; mais ils empochaient.

Je me trompe : ce n'était pas Louis XVIII qui empochaient, c'était la belle comtesse Zoé du Cayla, la dame de Saint-Ouen.

Que de rêves dorés, que d'aventures de galanterie sont déjà dans cette affreuse hypothèse, et combien de jeunes gens, d'hommes mûrs, de vieillards, entendent déjà retentir la voix du croupier : Le jeu est fait! rien ne va plus!

Il y a en ce moment si peu de choses qui aillent, que c'est bien véritablement le cas d'essayer de celle-là. Faites vos jeux, messieurs!

O Prudhomme, voile ta digne face — le jour où tu iras au lit!

CHRYSALE.

LES PRISONS DE LA VILLE DE PARIS

L'ANCIENNE CONCIERGE. — Un abside qui se trouvait sur l'emplacement compris aujourd'hui entre la Sainte-Chapelle et la cour du Mai, servait de palais aux rois de France. Nous n'avons pas la prétention de faire ici l'histoire de ce curieux monument, et il nous suffira de rappeler qu'on y voit encore aujourd'hui les anciennes cuisines de saint Louis, la Tour d'Argent, dont le rez-de-chaussée formait jadis les appartements de la reine Blanche de Castille, et où se réunait plus tard, à l'étage supérieur, le tribunal révolutionnaire sous la Terreur; les cachots infects dans lesquels on enfermait, sous les rois, les détenus politiques (encore cette faveur insigne n'était-elle réservée qu'aux gentilshommes). Les rois avaient, de cette façon, toujours sous la main les grands conspirateurs.

L'entrée de la prison était aux grilles que l'on voit aujourd'hui sous les escaliers du palais de justice. C'est là que s'arrêta la fatale charrette qui devait mener Marie-Antoinette, les Girondins et Robespierre au supplice. On nous montra successivement la cellule dans laquelle la malheureuse reine fut enfermée pendant les soixante-seize jours qui précédèrent son exécution. Cette cellule obscure et mal aérée à 3 mètres de largeur sur 6 de longueur et 3 de hauteur. Sur un petit autel qui y a été élevé en 1818 par les soins de M. de Cazes au moment de son avènement au ministère, se trouve le crucifix qu'embrassa la reine en allant à la mort, au pied de l'autel le fauteuil sur lequel elle se reposa. Deux tableaux y représentent l'un le départ du Temple, l'autre le départ de la Conciergerie.

La cellule voisine est celle où, par une étrange coïncidence, deux ans après, fut enfermée Robespierre; elle est plus petite encore que la première.

Puis la salle des Girondins, telle que la reproduit Müller, dans son tableau du Luxembourg; sur le mur de gauche, quelques-uns ont tracé leurs noms. C'est là où ils passèrent la dernière nuit; là le pilier auquel s'est adossé André Chénier; là le coin où Jeanne, Barbaroux et Vergniaud se poignardèrent. Cette salle a été transformée en chapelle expiatoire par M. le duc de Cazes, et l'on y célèbre aujourd'hui l'office divin aux détenus. Les cellules de Marie-Antoinette et de Robespierre forment la sacristie. Une percée faite dans le mur a réuni ces trois pièces.

À l'étage supérieur, nous avons visité la cellule du malheureux André Chénier, celle où M^{me} de La Fayette changea ses vêtements contre ceux de son mari, pour faciliter son évacuation.

Toutes les grandes familles de France ont passé par là. Nous avons laissé à regret ces ruines éloquentes, où les souvenirs historiques fourmillent à chaque pas, pour entrer dans la prison moderne.

LA NOUVELLE CONCIERGE. — On nous introduisit dans un vaste vestibule aux arceaux gothiques, l'ancienne salle des gardes du corps de Saint-Louis. La Conciergerie est un lieu de détention essentiellement transitoire, nous l'avons dit; aussi les prisonniers n'y restent-ils que le temps rigoureusement nécessaire aux exigences de la procédure. Dans la tour de gauche du monument se trouve, au rez-de-chaussée, une immense salle hexagonale, chef-d'œuvre de la plus pure de l'architecture gothique au douzième siècle. Le directeur en a fait son cabinet de travail. C'est là que le président des assises, lorsque la chambre des mises en accusation lui a renvoyé les dossiers, vient compléter l'instruction et interroger les accusés et les témoins. C'était autrefois la Tour d'Argent, ainsi nommée parce que l'on battait monnaie dans les caves. Cette tour a été, comme on le sait, incendiée par les ordres de la Commune, et ce cabinet est tout ce qu'il en reste. On comprendra d'ailleurs facilement que cette construction cyclopéenne ait résisté au feu, lorsqu'on saura que les murs de la tour ont en cet endroit un mètre et demi d'épaisseur, et que la clef de voûte est protégée par deux mètres de maçonnerie. Les moellons qui forment les assises des étages supérieurs ont été calcinés, les poutres se désagrégent de toutes parts et de longues crevasses sillonnent les murs. Toute cette partie de la tour est à refaire. Sept siècles l'avaient respectée jusqu'ici.

La prison cellulaire occupe un large rectangle qui part de la Tour d'Argent, et suit parallèlement les quais. Elle comprend soixante-seize cellules; toutes parquées en mosaïque de chêne, cirées, chauffées à l'aide d'un calorifère qui maintient dans la chambre une température constante de 16 ou 17°; chaque cellule est éclairée par un bec de gaz. Un lit confortable, une chaise et une table forment l'ameublement.

Le régime alimentaire des détenus ne laisse rien à désirer au point de vue de l'hygiène, chacun d'eux a d'ailleurs la faculté de se procurer à la cantine, moyennant finances, des aliments cherchés au dehors.

Un vaste promenoir réunit deux heures par jour les détenus dont les causes ne sont point connexes. Ils reçoivent les visites de leurs pa-

rents, de leurs avocats et des étrangers à qui la préfecture de police en accord l'autorisation. Ils communiquent avec ces trois classes de personnes par trois parloirs distincts. Le premier, le *parloir ordinaire*, dans lequel le visiteur est séparé de l'accusé par deux grilles qui rendent toute communication autre que la communication verbale impossible. Le second, le *parloir de faveur*, qui n'a qu'une simple grille. Et enfin le troisième, le *parloir de famille*, qui réunit sans entraves l'accusé à sa famille.

Tous les criminels célèbres ont passé par la Conciergerie. Ceux qui devaient être plus tard les héros de la Commune y passeront aussi.

Celui qui voudra un jour étudier l'histoire du mouvement insurrectionnel du 31 octobre, qui servit de prétexte à la future Commune, pourra s'adresser à M. Fontaine, le directeur de la prison, qui le renseignera à ce sujet. À la suite des événements du 31 octobre, les grands meneurs : Félix Pyat, Raviner, Flourens, Razoua, Maurice Joly, l'ancien secrétaire de la princesse Mathilde : Vésinier, Tridon, le docteur Pillot, Elie Ducloux, Lefrançais, Eudes et quelques autres, furent écroués à

sur l'épaulé, il s'agit encore de l'utiliser, et pour y parvenir, il nous semble au moins indispensable que le gibier consente à y mettre de la bonne volonté.

Dès le commencement de novembre — nous faisons ici la part très large aux chasseurs — le gibier ne tient que peu ou point; à partir de cette époque, il devient donc difficile, nous ne dirons pas de le tuer, mais bien de l'approcher. Puis la perdrix s'avise de piquer au vert; elle prend des lors des façons de voler qui déroutent les plus habiles tireurs, et qui les mettent, fort heureusement pour la reproduction, dans l'impossibilité à peu près absolue de la démonter. La chasse, à partir de cette époque, n'est donc plus, à proprement parler, qu'une promenade hygiénique, presque toujours terminée par la bredouille la plus complète, à moins toutefois, ce qui n'arrive que trop souvent, d'un accord tacite entre les chasseurs et les braconniers, qui possèdent quand même le secret de trouver et de massacrer le gibier.

Autre raison, à notre avis, beaucoup plus péremptoire, pour devancer la fermeture de la chasse.

Il n'existe pas d'époque fixe pour la par-
riade, elle commence tout aussi bien en janvier qu'en février, suivant que la température se montrera plus ou moins élémentaire; or, dès que les perdrix sont accablées, chercher à les détruire est tout à la fois un meurtre inutile et une faute des plus graves. Autant de couples dérangés, autant de couvées de moins et par conséquent autant de perdu pour nos plaisirs.

Qu'un élèveur intelligent détruise quelques mâles, non-seulement nous le comprenons, mais encore nous applaudissons à son idée. Dans certaines familles d'oiseaux, les mâles naissent en bien plus grand nombre que les femelles; en diminuer la quantité est donc assurer la réussite des couvées, en empêchant les jeunes couveteurs de venir jeter le trouble dans les ménages et nuire à la propagation. Le moyen le plus simple de détruire ces messieurs consiste, au moment de la par-
riade, à les faire rappeler par une femelle nommée, à cet effet, *chanteuse*; les muguets arrivent en foule à la voix de la jeune première et donnent tête baissée dans les pièges qu'on leur a tendus.

De ce qui précède, nous croyons pouvoir déduire que, sans inconvénient aucun, la chasse pourrait et devrait à peu près partout être fermée vers le 15 janvier au plus tard.

Le tableau de la fermeture de la chasse dans les divers départements vient d'être publié; il en résulte que celui qui clôt le plus tôt la saison cynégétique de 1871-1872 est le département de la Loire, qui fixe le 31 janvier comme dernier délai, et que celui qui la ferme le plus tard est la Creuse, qui accorde à ses administrés jusqu'au 18 février.

Auquel des deux donner raison? « A tous les deux à la fois, c'est le meilleur moyen de ne pas se tromper. » (Vie de Saint Ignace de Loyola, fondateur de l'ordre des Jésuites, chapitre VII.) — GASTON PROBERTS.

LES TRIBUNAUX

1^{er} CONSEIL DE GUERRE (PARIS)
Présidence de M. le lieutenant-colonel Champion
Audience du 26 janvier
CONDAMNATION A MORT. — COMMUTATION
A l'ouverture de l'audience, le nommé Boyeux, soldat condamné à mort a été amené à la barre.

Sur les réquisitions de M. le commissaire du gouvernement il a été donné lecture de la dépêche dont la teneur suit :

Paris, le 18 janvier 1872.

Monsieur le commissaire du gouvernement, J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la date du 10 janvier courant, le ministre de la guerre a reçu avis d'une décision de M. le président de la République, qui a commué « en travaux forcés à perpétuité », la peine capitale à laquelle le nommé Boyeux (Louis), soldat au 69^e régiment de marche a été condamné, le 22 septembre 1871, par le 1^{er} conseil de guerre, pour embauchage et désertion à l'ennemi.

Je vous invite à prendre les mesures nécessaires pour que le nommé Boyeux entende la lecture de sa commutation de peine devant le 1^{er} conseil, et à m'en rendre compte.

Vous voudrez bien aussi faire mentionner cette commutation en marge du jugement.

Le général gouverneur commandant la première division militaire,
Signé : DE LADMARCAULT.

Le condamné a écouté cette lecture dans un morne silence, et s'est retiré visiblement ému.

TROISIEME CONSEIL DE GUERRE
(séant à Versailles).

Présidence de M. Jobjey, colonel du 68^e de ligne
Audience du 26 janvier.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES SOUS LA COMMUNE. — USURPATION DE FONCTIONS, PARTICIPATION A L'INSURRECTION, FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE, ETC.

Ce n'est pas la première fois que nous avons à nous occuper d'Oliver Pain. Il a en effet déjà figuré dans le procès des membres de la Commune, et on n'a pas oublié avec quelle vanité Grousset parla souvent « de son chef de cabinet ». Pain paraît d'ailleurs être un garçon intelligent, et cet étudiant en droit, journaliste d'occasion, était fort connu et apprécié par le parti révolutionnaire. Ami des Rochefort et des Grousset, il ne pouvait manquer d'arriver aux plus hautes positions sous la Commune; aussi, suivant la fortune de ses puissants patrons, il fut nommé dès le principe chef de cabinet du ministère des relations extérieures.

Mais ses occupations au ministère, dont P. Grousset était le chef, n'absorbait pas à ce point son temps qu'il ne put encore, dans les ardeurs de la lutte, chanter les louanges du nouveau gouvernement et exciter les fidèles à la lutte à outrance contre les ennemis de la liberté, représentés, disait-on, par l'Assemblée nationale.

Le *Matin*, rédacteur en chef Rochefort, la *Nouvelle République*, qui devint plus tard l'*Agricote*, directeur P. Grousset, publièrent un certain nombre d'articles de Pain.

Pain continua jusqu'au dernier moment à faire partie de la rédaction de l'*Agricote*. Quand les troupes entrèrent dans Paris, il avoue lui-même avoir lutté constamment aux côtés de Vermorel, « dont il regrette de ne pas avoir partagé le sort ».

En même temps que lui, le conseil juge un certain sous-lieutenant de l'armée nommée Guérault, qui paraît avoir joué un rôle fort singulier pendant l'insurrection. Absent illégalement de son régiment, cet officier est resté continuellement à Paris, et, intime ami de Pain, il est difficile de croire qu'il n'a pas servi dans les rangs des fédérés. Ce qui est certain, c'est que, se trouvant en état d'absence illégale, il ne trouva rien de mieux à faire que de fabriquer une fausse feuille de

route qu'il signa lui-même du nom de l'intendant. Ce Guérault fut, le 27 juillet, arrêté à Rouen avec Pain, qui avait pu quitter Paris grâce au passeport d'un de ses cousins, qui lui avait été remis par une demoiselle Berthe Chevalier.

Le conseil, après avoir entendu M. le commandant Gaveau, qui soutient l'accusation, et M^{re} Lachand, qui présente la défense, condamne Pain à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Quant au deuxième accusé, le sous-lieutenant Guérault, il s'est évanoui au cours de l'instruction. Le conseil le reconnaissant coupable de faux, le condamne à vingt ans de travaux forcés.

COUR D'APPEL (1^{re} chambre).

La cour a confirmé par un arrêt, longuement motivé le jugement qui rejette la demande en dommages-intérêts formée par M. Teulat, ancien précepteur des enfants du feu prince Auguste de Broglie, contre M. le prince Raymond de Broglie et MM. les docteurs Lasgès et Girard de Cailloux, demande motivée par une arrestation arbitraire et une séquestration dans une maison d'aliénés. La cour a, en outre, ordonné la suppression d'un écrit injurieux et diffamatoire pour les adversaires de M. Teulat et l'un de leurs avocats, publié sous le titre de : *Lettre à M. l'avocat général*.

EXÉCUTION DE JUGEMENTS MILITAIRES

De nombreux militaires, condamnés par les conseils de guerre séant à Paris, ont été conduits samedi à la parade dans la grande cour de l'Ecole militaire pour y subir la dégradation militaire. La plupart d'entre eux étaient condamnés à la déportation pour avoir pris part à l'insurrection.

C'est surtout au moment où les formalités prescrites par la loi vont s'accomplir, que les militaires ressentent le plus vivement les effets de leur condamnation et à peu d'exception près, presque tous s'éloignent de leurs anciens frères d'armes les larmes dans les yeux.

Parmi ceux qui devaient subir cette dégradation se trouvait un nommé Raffin, qui avait été condamné, par le deuxième conseil de guerre, à la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée. Lorsque la gendarmerie est venue le prendre à la prison militaire de la rue du Cherche-Midi, il a jeté tout le quartier en émoi par ses clameurs.

Son exaltation était extrême; il protestait de son innocence et refusait énergiquement d'entrer dans la voiture cellulaire qui devait le conduire à la parade. « Je ne puis pas couler », j'ai été condamné sur la déclaration de faux témoins; je ne veux pas être dégradé, je préfère mourir ici; j'ai un vieux père qui est aveugle et qui n'a que moi pour le soutenir. Laissez-moi! laissez-moi! » disait-il en se débattant entre les mains des gendarmes.

Ceux-ci, après avoir vainement essayé des moyens de persuasion, ont été dans la nécessité de l'entraîner solidement et de le jeter dans la voiture. Arrivé dans la cour de l'Ecole militaire, il a encore opposé une vive résistance; mais le général qui commandait les troupes lui ayant adressé quelques paroles empreintes de bienveillance, Raffin s'est subitement calmé et s'est laissé dégrader sans autre protestation.

Cet incident a vivement impressionné tous ceux qui en ont été les spectateurs.

ECHOS DE PARTOUT

Il y a eu hier soir un dîner d'adieu tout intime au Grand-Hôtel. Dom Pedro recevait pour la dernière fois les princes d'Orléans avant son départ.

M. Alexandre Dumas fils a des traducteurs jusque dans la diplomatie. Nous apprenons, en effet, que la *Princesse Georges* vient d'être traduite en langue grecque par M. Ranghahé, ministre de Grèce en France, pour être jouée au théâtre d'Athènes... O Sophocle à Euripide!

Hier soir, dimanche, a eu lieu au théâtre du Gymnase une représentation au profit de la Souscription patriotique pour la libération du territoire.

A l'abandon consenti par les artistes et employés d'une journée de leur traitement, est venue s'ajouter la remise, par les propriétaires de la salle, du loyer du jour, qui dépasse 300 francs.

Le rédacteur en chef du *Bien public* a une manière à lui de raconter les malheurs de la France.

Dans un article consacré au souvenir de la capitulation de Paris, M. Vignault caractérise la situation de la capitale, au 28 janvier 1871, au moyen de cette phrase magistrale et saisissante :

« Il fallait en finir, on en finit. La France ne pouvait pas venir. »

Cette image rappelle le mot de M. Chadeuil, s'efforçant, au *Sicéle*, de peindre l'automne en style élégiaque :

« Après les cerneaux, on crie les noix. »

Plus loin, le même M. Vignault insinue dans le *Bien public* :

« Les insultes et la méfiance dont Paris est l'objet nous blessent, nous qui, comme tant d'autres provinciaux, avons partagé ses souffrances et un peu aussi peut-être sa gloire, et nous en sommes fiers. »

De quelle gloire s'agit-il? hélas ! A part le sentiment de modestie personnelle qui a dicté cette phrase, elle n'est pas bien intelligible.

M. Grandperret, ancien procureur général à la cour d'appel de Paris, vient d'être frappé par un deuil de famille à laquelle s'associeront tous les anciens collègues de l'honorable magistrat, et tous ceux dont il a su mériter l'estime et la sympathie.

M^{me} Grandperret est morte samedi soir, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Les obsèques de M^{me} Grandperret ont eu lieu aujourd'hui lundi, à dix heures.

Le premier numéro d'un journal ayant pour titre : *La Femme*, vient de paraître à Londres. Ce journal sera l'organe des intérêts de la femme au point de vue de l'éducation et sous le rapport social et domestique.

Lorsque vous payerez votre cocher, en lui présentant la monnaie gardez-vous de lui dire : Collignon, *thaler prussien*, ou gare au fouet.

Le général Trochu et M. Jules Favre sont partis hier matin de Paris.

Le premier s'est souvenu que ses affaires l'appelaient à Sévres, et le second s'est rappelé tout à coup qu'on avait besoin de lui à Saint-Brieuc.

Tous deux seront de retour à Paris dans le courant de cette semaine.

Beaucoup de cafés annoncent aujourd'hui que leur recette de la journée est consacrée à la souscription pour la libération du territoire.

On veut se venger de Reischaffen à coups de... mazaigrans.

DON SPAVENTO.

LES THEATRES

Ce soir lundi, à l'Ambigu, première représentation de *Lise Tavernier*, drame en cinq actes et sept tableaux, de M. Alphonse Daudet, pour la rentrée de M^{me} Marie Laurent.

On répétait samedi, au Conservatoire, l'*Oratorio de Ruth*, de M. Franck, lorsqu'un commissaire de police, ceint de son écharpe, a pénétré dans la salle et a annoncé à M. Georges Hainl que le concert du lendemain ne pouvait avoir lieu, à cause de l'anniversaire de la capitulation de Paris.

M. Georges Hainl a immédiatement levé la répétition.

Même visite a été faite à M. du Locle, qui a répondu avec beaucoup de bon sens qu'il donnerait une représentation au profit de l'Œuvre de libération du territoire, qu'il jugeait plus utile qu'une stérile relâche.

Le Conservatoire, un des rares établissements qui ouvrent leurs portes au public le vendredi saint, a été hier le seul qui soit resté fermé.

Ainsi, par ordre de l'autorité, on ne peut, un jour de deuil, exécuter une *élogie biblique* (tel est le sous-titre de *Ruth*), mais rien n'empêche la représentation de *Qui veut voir la lune ?* de *Roi Carotte*, etc., etc.

Les Concerts Populaires ont profité du relâche imposé à la Société des Concerts.

On s'est diffusé un grand nombre de personnes.

La *Suite d'orchestre* de M. Guiraud a obtenu un énorme succès. C'est même le succès le plus complet qui ait été remporté au Cirque, par un jeune compositeur.

Le public enchanté du dernier morceau, plein d'entrain et de gaieté, a demandé avec instance, qu'il fût bisé; mais l'heure avancée n'a pas permis à M. Pasdeloup de satisfaire à ce désir. Il a promis à ses abonnés, de redonner au concert de dimanche prochain, la *Suite* de M. Guiraud.

Plusieurs théâtres n'ont pas encore adhéré à l'Œuvre de la libération du territoire.

En tête de la liste des retardataires figure la Gaité.

M. Prével rapporte, dans sa chronique théâtrale, que M. J. Simon a pris cent billets à 15 francs pour le concert des musiciens de l'orchestre du théâtre Italien. Il faut retran-

cher deux dixièmes du chiffre des munificences du ministre des beaux-arts.

M. Simon a souscrit pour UNE place!!!

Ray-Blas sera précédé d'un prologue en vers, que Victor Hugo vient d'écrire et qui sera récitée par M. Gellroy.

La pièce que M. Alexandre Dumas a promise au Gymnase pour l'hiver prochain, porte le titre de : *La Femme à Claude*.

Jemius.

Le copiant : LOUIS GAL.

Conseils aux femmes sur leurs maladies et la stérilité, par le Dr Maheux. 1 vol. avec 84 fig. 3 fr. 50. Baillière, éd., 17, rue de l'Ecole-de-Médecine.

LE CRÉDIT LYONNAIS, 8, boulevard des Capucines, bonifie les taux d'intérêt ci-après :
Dépôts à vue..... 3 0/0
— de 3 à 5 mois..... 4 0/0
— de 6 à 11 mois..... 4 1/2 0/0
— de 1 an et au-dessus... 5 0/0
Il délivre des chèques sur
LYON — MARSEILLE — LONDRES

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

PHARMACIE NORMALE, r. Drouot, 45, PARIS

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 29 janvier 1872.

Céréales
Notre marché reste dans la plus profonde atonie et dans le plus grand calme.

Les affaires, tant en blés qu'en grains, sont par continuation très paves.

Farines de consommation
Sans changement.
Sous-marchés hors ligne, 80 » à 85 » — Choix, 80 » à 85 » — Marque D, 80 » à 85 » — Bonnes marques, 77 » à 79 » — Sortes courantes et ordinaires, 74 » à 76 ».

Farines de commerce
Les farines de commerce sont en hausse avec un bon courant d'affaires.

Farines hauts marques
Dispon., 80 » — Cour. du mois, 80 25 — Prochain, 80 25 — Mars et avril, 81 » — 4 de mai, 82 ».

Farines supérieures
Dispon., 77 25 — Cour. du mois, 77 25 — Prochain, 77 25 — Mars et avril, 78 » — 4 de mai, 79 50.

Huiles
Les prix n'ont pas changé depuis samedi.

Disp., 105 » — Cour. du mois, 105 » — 3 prochains, 105 » — 4 d'été, 104 50 — 4 derniers, 102 50.

L'huile de lin reste faible et sans acheteurs.

Disp., 95 50 — Cour. du mois, 95 50 — 3 prochains, 95 50 — 4 d'été, 97.

Tris-épis
Même situation.
Disponable et cour., 55 50 — Prochain, 56 » — Mars et avril, 58 » — 4 d'été, 60 50.

Sucres
Les sucres sont plus fermes.

COTE COMMERCIALE
88^e saccharimétriques, 68 50 à 70 » — Blancs n^o 3, 77 50 à 79 » — Rafinés, suivant mérite, 157 » à 160 ».

VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMIABLE

CHARMANT PETIT HOTEL à vendre 60,000 fr. ou à louer 3,000 fr., quartier du Parc Monceau, rue Prongy; s'adresser à M. E. Flament, architecte, rue Prongy, n. 17.

1^{re} St-HONORÉ, M^{re} à v^{re}, encoignure; rap. 10,000 f. 1^{re} Pr. 110,000 fr. M. Dabit, boul. Poissonnière, 24.

1^{re} St-MAILLLOT, M^{re} à v^{re}, 100 m. terr. prod. 7,000 fr. 1^{re} en viager. M. Dabit, boul. Poissonnière, 24.

VENTE A L'ENCHERE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER

SUCCESSION DE M^{re} LA COMTESSE DE MONTESQUIOU-FEZENSAC
DENTELLES point d'Alençon, Valenciennes, Malines et autres; Châle en application d'Angleterre.
VETEMENTS ET ORNEMENTS SACERDOTAUX, ornements d'autel, costume en tapisserie, flambeaux, ostensoirs, encensoirs.
ETOFFES satin brodé, étoffe indienne brodée en fin.
GRAVURES encadrées en feuilles, par Tardieu, Delvaux, Nautil et autres.
VENTE hôtel Drouot, salle n^o 8, le vendredi 2 février 1872, à une heure et demie.

M^{re} CHARLES PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10.

EXPERTS :
Pour les objets d'art : M. CHARLES PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10.
Pour les gravures : M. CHARLES PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10.

OBJETS D'ART ET DE CURIOSITÉ
Faïences françaises, porcelaines anciennes de la Chine et du Japon, groupes et figurines; vases anciens, bronzes d'emblèvement Louis XV et Louis XVI; beau clavier du temps de Louis XIV, commode et encoignures en laque, meubles en bois sculpté.
TABLEAUX ANCIENS
hôtel Drouot, salle n^o 2, le jeudi 1^{er} février 1872, à une heure et demie.

M^{re} CHARLES PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10, assisté de M. Charles Mannheim, expert, rue Saint-Georges, 7, chez lesquels se trouve le catalogue.
Exposition publique le mercredi 31 janvier, de une heure à cinq heures et demie.

COLLECTION DE M. B. R.

OBJETS D'ART ANCIEN ET MODERNE
Faïences italiennes, françaises et hollandaises; beaux vases du seizième siècle, armes anciennes, sculptures, matières précieuses, porcelaines diverses, lustre cristal de roche, pendules, candélabres, flambeaux, lustres; beau paravent peint sur cuir (genre Watteau), cabinets italiens, meubles en marqueterie et en bois sculpté, meubles et tentures de salons et de salle à manger.

TABLEAUX ANCIENS, GRAVURES
composant la collection de M. B. R.
VENTE hôtel Drouot, salle n^o 2, le vendredi 2 février 1872, à une heure et demie.

M^{re} CHARLES PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10.

EXPERTS :
Pour les tableaux : M. FÉRAL, 33, rue de Buffaut.
Pour les objets d'art : M. CH. MANNHEIM, 7, rue Saint-Georges.
Exposition publique, le dimanche 4 février 1872, de une heure à cinq heures.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

HERNIES La méthode de feu P^{re} RADICAL. Notice envoyée f^{re}. S'ad. à ses élèves et gendres, MM. Bézou et Deschamps à Saumur (M.-et-Loire) Aff.

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS
et des VALEURS INDUSTRIELLES (4^e année). Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5^e gratis sur demande au directeur, 8, rue N^o-St-Augustin.

AVIS AUX ACTIONNAIRES
3 0/0 ITALIEN
Achats au comptant des Titres anciens et des Certificats de Dépôts, 30, rue Vivienne
CHEZ RAPHAËL SOSSA ET C^{ie}
Achats et ventes de fonds publics.

J. TOURNIER & C^{ie}
Banquiers, 66, rue Taibout
Opérations générales de BOURSE, de BANQUE et d'ÉMISSION.

CAISSE des Emprunts de ville et d'Etat, 100, rue Richelieu, Paris. Opérations de Bourse

de Banque. Avances sur titres au taux de la Banque de France. Directeur, MOREL et C^{ie}.

LA CAISSE DE PRÊTS SUR TITRES
8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8
avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE
CHOCOLATERIE et Confiserie (boul. Montmartre). Bel genre, et logem., 14 pièces; bën. nets, 10,500 f. Prix, 25,000 fr. M. Baudouin, 16, boul. Saint-Denis.

CHANTIER, charbons et bois; aff. 200,000 fr. net, 20 0/0. Prix, 50,000 fr. Liebbe, r. A-Septembre, 8.

INDUSTRIE ET COMMERCE

TAPIS à vendre, environ 150 grands tapis pour appartements; moquette, Aubusson, Nîmes, Beauvais, etc., de toutes nuances et de toutes dimensions, en très bon état et parfaitement frais. S'ad. rue Dupuis-Ranger, 5, près du Temple.

ROB BOUYEAU L'APPELLEUR
Sirop dépuratif — entièrement végétal — contre les vices du sang et des humeurs. — Dépôt général
Rue Richer, 13, à Paris, et dans toutes les pharmacies.
Exiger la signature du Docteur GIRAudeau SAINT-GERVAIS

HUILLE DE FOIES FRAIS HOGG
Maladies de poitrine, affections scorbutiques, dartres, maigrir des enfants, affaiblissement général. Douce et facile à prendre. Mention honorable, 2, rue Castiglione, Paris.

PARIS
Imprimerie, Clicherie, Fonderie SERRIERE et C^{ie}, 123, rue Montmartre, 123

GRANDES CAVES DE CHAMPAGNE

Dépôt des vins, rue Richelieu, 95

Achetez **DIAMANTS** Argenture et Bijoux très cher.
BAUNSWICK, orfèbre-bijoutier, 30, passage Colbert.

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ALIMENTATION
Grandes médailles à toutes les Expositions
JULIENNE NOUVELLE
Légumes desséchés et comprimés
SALICONS DE POIS AU LARD
Aliment instantané pour potages, purées, ragouts, etc.; nourriture saine, délicate, économique. Entrepôt central : 28, rue des Petites-Ecuries, Paris. — Exiger la marque de fabrique.

AVIS DIVERS
Pour monter **UNE MAISON A COUTURE** à Paris, on demande des DAMES possédant une riche et nombreuse clientèle soit à Paris, soit en province, soit à l'étranger. — Très belles positions. — Écrire franco, poste restante, V. A., n^o 3.

PARIS-MUTUELS

SUR LES COURSES FRANÇAISES ET ANGLAISES

REOUVERTURE DE L'AGENCE OLLER
27, BOULEVARD DES ITALIENS
Le Dimanche 4 Février 1872, Veille des COURSES DE NICE

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE
CIGARETTES-ESPIC contre l'ASTHME
OPPRESSIONS BRONCHITES. T. les pharm., 2 fr. la boîte

HERNIES Guér. notice grat. et f^{re}. En 4 M. Mignat-Simon, aux Harbiers (Vendée) Affranchir.

MALADIES DES FEMMES
Trait. de la stérilité par M^{re} V. MESSAGER, aut. du Manuel de la jeune mère et de l'âge critique, 5 fr. — Consultations tous les jours, rue de Rivoli, 67.

NOUVEAU TRAITEMENT
des maladies contagieuses, écoulements récents ou anciens, ulcères, végétations d'urine et dartres, recoum le plus efficace et le plus prompt.
(Expériences comparatives faites tout récemment)
Consult. gratuit, de midi à 7 h. et par correspondance, de 7 h. à 9 h. les jours, chez M. de la Paz, de Paris, membre de plusieurs sociétés scientifiques.
A Paris, rue COMMINES, 13, (près le cirque d'hiver).

VICES DU SANG Maladie de la peau, des voies urinaires et des organes internes, cancers, épilepsies, asthmes, etc. ON NE PAIE. Les malades qui après guérison, r. de la Paz, de Paris, membre de plusieurs sociétés scientifiques, r. d'Amsterdam, 42, de 3 à 5 h. (Affranchir).